



Rapport économique 2023-2024

MAROC

29 Août 2024

En septembre 2023, le Maroc a été frappé par un séisme majeur qui a causé des dégâts considérables dans la région d'Al Haouz. Le pays a démontré une résilience exceptionnelle en surmontant cette épreuve. Cette résilience s'est manifestée par un engagement important du gouvernement dans la gestion de l'urgence et de la reconstruction des régions affectées, une reprise rapide et un engagement déterminé à maintenir le cap sur le développement. Dans ce contexte très difficile, le Maroc a réussi à organiser les assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI, un exploit qui a renforcé sa stature internationale et montré sa capacité à gérer des événements d'envergure mondiale.

Sur le plan macroéconomique, les indicateurs de croissance sont au vert. Le pays a enregistré une croissance économique de 3.2% en 2023, tout en maîtrisant l'inflation et en réduisant son déficit budgétaire, ce qui témoigne d'une gestion financière prudente et efficace. La balance commerciale du pays s'est légèrement améliorée. Les secteurs de l'automobile et de l'aéronautique ont particulièrement bien performé, affichant des hausses notables. En revanche, cette croissance demeure insuffisante pour accélérer le développement et pour absorber le chômage devenu très préoccupant. Il a atteint un record de 13.7% au premier trimestre 2024 et touche principalement les femmes et les jeunes. Ce sujet représente ainsi un défi majeur pour l'économie marocaine. En outre, la gestion durable de l'eau, cruciale en raison des sécheresses récurrentes, demeure une priorité nationale.

Malgré ces difficultés, le Maroc reste une destination très attractive pour les investissements, offrant des perspectives prometteuses dans divers secteurs. La préparation du pays pour la Coupe d'Afrique des Nations 2025 et la Coupe du Monde 2030 ouvre de nombreuses opportunités d'investissement et d'affaires, notamment dans les grands projets d'infrastructures ferroviaires, sportives, sanitaires, hôtelières, et aéroportuaires. Le Maroc a déployé avec succès une stratégie africaine ambitieuse, qui a solidifié sa position en tant que leader régional sur le continent. Fort de ce succès, le pays s'engage désormais dans une nouvelle stratégie atlantique, visant à exploiter son positionnement géographique stratégique le long de l'Atlantique. En combinant ces deux stratégies, le Maroc se positionne comme un carrefour incontournable entre l'Afrique, l'Europe, et les Amériques, offrant ainsi de nouvelles opportunités d'affaires et d'investissement.

Dans ce contexte, il y a des opportunités d'affaires à explorer pour les entreprises suisses au Maroc. Ces entreprises sont reconnues pour leur expertise et leurs solutions financières innovantes. Elles sont bien placées pour soutenir des projets d'infrastructure et de développement au Maroc et tirer parti des synergies positives entre les deux économies.

TABLE DES MATIÈRES

1	SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE	3
2	SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES	5
3	POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE	10
4	COMMERCE EXTÉRIEUR	12
5	INVESTISSEMENTS DIRECTS	14
6	PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE	15
	ANNEXE 1 – Structure de l'économie.....	18
	ANNEXE 2 – Principales données économiques.....	19
	ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux.....	20
	ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux	21
	ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs	22

1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Croissance : en 2023, le PIB du Maroc a franchi pour la première fois les \$ 140 milliards, enregistrant ainsi une croissance de 3.2%¹ selon la Banque centrale du Maroc/Bank Al Maghrib. Toutefois, cette croissance a progressé à un rythme inférieur à la moyenne des économies émergentes et en développement². Alors que le FMI prévoit une croissance de 3,1% en 2024, la Banque centrale, elle, prévoit une croissance de 2,1% seulement en 2024 et 4,3% en 2025. Ces projections de croissance sont justifiées par les conditions climatiques défavorables et les précipitations très faibles, qui impactent négativement le secteur agricole.

Inflation : les prix à la consommation au Maroc, comme dans les autres pays du monde, ont continué d'augmenter, en raison principalement de la hausse des coûts de l'énergie et des denrées alimentaires. Au Maroc, l'inflation a atteint 6.1% en 2023 selon le Ministère de l'Economie et des Finances et Bank Al Maghrib³. Au 2^{ème} trimestre de 2024, le taux d'inflation a continué sa baisse pour atteindre 0,7% selon le Haut-Commissariat au Plan (HCP)⁴. L'inflation au Maroc demeure maîtrisée comparée aux taux d'inflation enregistrés par des pays comparables de la région (Egypte 38%; Tunisie 9,4% ; Algérie 9%).

Taux directeur : afin de juguler l'inflation, la Banque centrale marocaine a relevé son taux directeur 3 fois de suite entre 2022 et 2023 pour atteindre 3% à fin 2023, tout en rappelant et en insistant sur son indépendance quant aux décisions prises, quitte à être à contre-courant avec les ambitions gouvernementales⁵. Au terme du deuxième semestre de 2024, le Conseil de la Bank Al Maghrib a décidé de baisser le taux directeur à 2,75%, suite à l'amélioration des conjonctures nationale et internationale.

Chômage : le chômage au Maroc a battu un record en 2023⁶, puisqu'il a atteint un taux de 13%. Selon le HCP, entre l'année 2022 et 2023, l'économie nationale a perdu 157.000 postes d'emploi, résultat d'une diminution de 198.000 postes en milieu rural et d'une augmentation de 41.000 en milieu urbain, après avoir perdu 24.000 postes une année auparavant. Le secteur des BTP a contribué à la création de 19.000 postes d'emploi, celui des services 15.000 postes, celui de l'industrie y compris l'artisanat 7.000 postes, alors que l'agriculture, forêt et pêche a perdu 202.000 postes. Avec une hausse de 138.000, dont 98.000 en milieu urbain et 40.000 en milieu rural, le volume du chômage a atteint 1.580.000 personnes au niveau national. Toutes les tranches d'âge sont concernées : les jeunes de 15 à 24 ans ont un taux de chômage de 38,2%, en hausse de 6,5 points, et celui des 25-34 ans a atteint 20,9%. Les diplômés enregistrent un taux de chômage de 19,8%, en augmentation de 2,1 points, tandis que les non-diplômés sont à 5,5%. Le sous-emploi a également augmenté, touchant plus d'un million de personnes au niveau national, avec des taux de 8,1% en urbain et 12% en rural. Les secteurs du BTP et de l'industrie, y compris l'artisanat, sont particulièrement affectés par le sous-emploi.

Solde budgétaire : selon la Trésorerie Générale du Royaume, le déficit budgétaire du Maroc s'est allégé en 2023, passant de CHF 6,9 mds (5,1% du PIB) en 2022 à CHF 6,3 mds (4,3% du PIB) en 2023⁷. Cette évolution s'explique par une amélioration des recettes et une maîtrise de l'augmentation des dépenses. Il est prévu que cette amélioration se poursuive en 2024 et en 2025, lors desquels le déficit budgétaire représenterait respectivement 4% et 3,8% du PIB. Il est à noter que le gouvernement a décidé de rallonger le budget de CHF 1,4 md au premier semestre de l'année 2024, afin de soutenir les Établissements et Entreprises Publics (EEP) affectés par les fluctuations internationales des prix, et de couvrir les dépenses du personnel résultant des accords du dialogue social entre le gouvernement et les partenaires sociaux. Le gouvernement continue de mettre en avant sa gestion rigoureuse et réussie des finances publiques, qui est confirmé par la confiance accordée par les institutions internationales au Royaume.

Dettes intérieure et extérieure⁸ : la dette du Trésor a poursuivi en 2023 la tendance haussière de ces dernières années, puisqu'elle a atteint CHF 101 mds, atteignant 71.1% du PIB. Concernant la dette intérieure, elle s'est établie à CHF 76,3 mds en 2023, en progression de 0.3% par rapport à son niveau observé à fin 2022. Enfin, la dette extérieure a enregistré une hausse de 10,3% par rapport à 2022, s'établissant à CHF 25.3 mds.

¹ https://telquel.ma/instant-t/2024/03/19/maroc-la-croissance-prevue-a-21-en-2024-selon-bank-al-maghrib_1862589/

² <https://www.banque mondiale.org/fr/country/morocco/publication/morocco-economic-monitor-summer-2024-morocco-s-economy-proves-resilient-but-private-sector-faces-challenges>

³ <https://medias24.com/2024/05/16/voici-les-principaux-indicateurs-economiques-du-maroc-en-2023/>

⁴ <https://www.bkam.ma/Statistiques/Prix/Inflation-et-inflation-sous-jacente>

⁵ <https://medias24.com/2023/03/23/independance-de-la-banque-centrale-voici-ce-que-disent-les-statuts-de-bank-al-maghrib/>

⁶ https://www.hcp.ma/La-situation-du-marche-du-travail-en-2023_a3816.html

⁷ <https://medias24.com/2024/02/15/deficit-budgetaire-en-2023-mieux-que-prevu/>

⁸ [https://medias24.com/2024/05/16/voici-les-principaux-indicateurs-economiques-du-maroc-en-2023/#:~:text=Endettement%20du%20Tr%C3%A9sor%20%3A&text=Ainsi%2C%20l%27encours%20de%20la,%25\)%20par%20rapport%20%C3%A0%202022.](https://medias24.com/2024/05/16/voici-les-principaux-indicateurs-economiques-du-maroc-en-2023/#:~:text=Endettement%20du%20Tr%C3%A9sor%20%3A&text=Ainsi%2C%20l%27encours%20de%20la,%25)%20par%20rapport%20%C3%A0%202022.)

Réserves de change : le Maroc a terminé l'année 2023 avec des réserves de change de l'ordre de CHF 35,8 mds, en amélioration de 6% par rapport à 2022. Les transferts des Marocains résidant à l'étranger (MRE) continuent sur leur lancée. Ils ont enregistré un niveau record en 2023, atteignant CHF 11.5 mds, en hausse de 5% par rapport à 2022⁹. Selon les prévisions de Bank Al Maghrib, les avoirs officiels de réserve¹⁰ s'établiraient à CHF 38,2 mds à fin 2024, ce qui permettrait de couvrir cinq mois et 8 jours d'importations de biens et de services. A noter qu'une prochaine réforme vise à libérer l'ancrage du dirham au panier de devises, ceci dans l'objectif de réduire la dépendance de cette monnaie aux fluctuations de l'Euro et du Dollar.

Afin de continuer à structurer son économie, à mettre en œuvre les recommandations du Nouveau Modèle de Développement (NMD), à réussir sa transition économique durablement et améliorer le rendement de ses investissements, le Maroc a engagé plusieurs chantiers de réformes structurelles pour répondre à des besoins clés, notamment celui du financement, dans les domaines suivants :

- a) Politique fiscale¹¹** : afin de simplifier et moderniser sa fiscalité, et en vue de répondre aux défis socioéconomiques et environnementaux auxquels il fait face, le gouvernement marocain a lancé une nouvelle réforme fiscale. Cette réforme a pour objectif d'établir une politique fiscale juste et transparente, favorable à l'investissement et à la mobilisation des ressources pour financer les politiques sociales et les programmes de développement. Elle met l'accent sur une contribution équitable aux dépenses publiques et une bonne gouvernance pour renforcer la confiance des citoyens. La Loi de Finances 2024 apporte des nouveautés, notamment la poursuite de la réforme de la fiscalité des cigarettes, l'introduction d'une taxation progressive sur les produits sucrés, et une réforme de la TVA sur trois ans visant à instaurer des taux de 20% et 10%, avec des exonérations pour les produits de première nécessité. Des mesures seront également mises en place pour lutter contre la fraude fiscale et renforcer la législation douanière contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Ces mesures devraient à terme permettre au Royaume de disposer de ressources financières propres, suffisantes, stables et durables, nécessaires pour les réformes économiques et sociales, comme la généralisation de la sécurité sociale.
- b) Politique monétaire** : Bank Al-Maghrib (BAM) a abaissé son taux directeur de 25 points de base à 2,75%, marquant un changement dans sa politique monétaire pour la première fois en deux ans. Cette réduction vise à soutenir une croissance économique encore fragile et reflète les progrès réalisés dans la maîtrise de l'inflation. L'abaissement du taux directeur intervient après une période prolongée de stabilité monétaire avec des taux d'intérêt constants. Cette décision vise à faciliter l'accès au crédit et à encourager l'investissement. La BAM espère ainsi stimuler les secteurs non agricoles et relancer la consommation des ménages. En outre, le déficit moyen de liquidité bancaire a diminué de 1,82%, atteignant CHF 12,2 milliards. Entre décembre 2023 et janvier 2024, le dirham s'est apprécié de 0,93% par rapport au dollar américain et à l'euro, réduisant le coût des importations marocaines, dont près de 50% sont libellées en dollars. Cependant, la hausse du cash, représentant environ 30% du PIB avec plus de CHF 34 milliards en circulation en mai 2024, pose des défis importants. Cette abondance de liquidités en espèces est souvent associée à une augmentation des risques de fraude, de blanchiment d'argent et de prolifération de l'économie informelle. Environ 70% des billets en circulation sont des billets de 200 dirhams, principalement thésaurisés, privant l'économie de financements essentiels et créant un manque de liquidités dans les banques. Le Wali de la BAM considère cette offre élevée de liquidités comme un des plus grands défis pour l'économie marocaine. Il envisage l'introduction de la monnaie numérique, l'e-dirham, pour réduire la circulation des espèces.
- c) Secteur privé** : le développement du secteur privé marocain est important pour les améliorations structurelles. Pour stimuler la croissance, l'investissement et l'emploi, des mesures incitatives sont mises en œuvre notamment par un accès plus facile aux ressources et une réduction des taxes pour les industries à forte valeur ajoutée. La réforme de l'administration est enclenchée et plusieurs projets visent la simplification des procédures et la lutte contre la corruption. Le gouvernement agit également pour la réduction des coûts logistiques et énergétiques. De plus, le gouvernement a accéléré les chantiers d'aménagement des nouvelles zones économiques et industrielles pour attirer de nouveaux investissements et favoriser l'emploi dans plusieurs régions du Royaume. Près d'un an après son entrée en vigueur, la Charte de l'Investissement a alloué CHF 200 mio en subventions pour 166 projets, approuvés par la Commission nationale depuis octobre 2021. Ces projets, d'une valeur totale de CHF 21,8 Md, sont à 77 % marocains et devraient créer 110 500 emplois. Les

⁹ <https://www.mapnews.ma/fr/actualites/economie/mre-les-transferts-affichent-11515-mmdh-%C3%A0-fin-d%C3%A9cembre-2023-office-des-changes>

¹⁰ <https://www.bkam.ma/Statistiques/Avoirs-officiels-de-reserve>

¹¹ <https://www.finances.gov.ma/fr/vous-orientez/Pages/plf2024.aspx>

subventions, versées par tranche selon l'avancement des projets, visent à renforcer la participation du secteur privé dans l'investissement, conformément aux objectifs du Roi Mohamed VI. Toutefois, cet objectif n'est pas encore en marche puisque dans la loi de finances 2024, l'investissement public s'est alourdi, atteignant CHF 30 Md. En outre, malgré tous les efforts consentis pour favoriser un écosystème de PME et TPME fortes et améliorer les conditions du secteur privé, le gouvernement a enregistré une hausse de 15% en matière de défaillance d'entreprises lors de l'exercice 2023. Selon Inforisk, le nombre d'entreprise en faillite a atteint en 2023 un record, avec plus de 14 245 entités, les projections atteignent 16 400 entités en 2024. D'après une récente étude de la Banque Mondiale¹², en 2019, 84,4 % des entreprises marocaines étaient des micro-entreprises avec un chiffre d'affaires entre 0 et 1 million de dirhams, tandis que 7,5 % avaient un chiffre d'affaires entre 1 et 3 millions de dirhams. Les moyennes et grandes entreprises représentaient respectivement 0,6 % et 0,3 % de l'ensemble des entreprises. Plus de 80 % des entreprises employaient moins de 10 personnes même après 10 ans d'activité.

Enfin, le Fonds Mohammed VI pour l'Investissement¹³ a été opérationnalisé. Doté d'un capital initial de CHF 1,5 mds, ce fonds est censé devenir le principal catalyseur de financement des projets d'infrastructures. En 2024, le Fonds a lancé le produit Cap-Access, destiné à financer les entreprises marocaines grâce à une dette junior. Il s'est associé également à la Banque africaine de développement en vue d'augmenter les sources de financement de l'investissement productif et renforcer le rôle du secteur privé dans l'économie marocaine. L'appel à manifestation d'intérêt¹⁴, lancé le 15 avril 2024 par le Fonds Mohammed VI pour l'investissement (FM6I) pour sélectionner des sociétés de gestion dédiées aux startups, a suscité une forte mobilisation nationale et internationale. Au total, 47 dossiers de candidature ont été déposés, dont 12 par des soumissionnaires locaux, 33 par des internationaux et 2 par des consortiums mixtes.

- d) Politique Actionnaire de l'Etat (PAE) :** En 2024, la ministre de l'Économie et des Finances a présenté les orientations stratégiques de la politique actionnaire de l'État. Cette politique, recommandée par le Nouveau Modèle de Développement, vise à renforcer les entreprises publiques pour améliorer la compétitivité nationale et dynamiser les écosystèmes sectoriels et territoriaux. La réforme des Établissements et Entreprises Publics (EEP) a pour objectif de restructurer le portefeuille public, optimiser sa gestion et réformer certains secteurs économiques clés. En plus d'améliorer la gouvernance et la performance des EEP, la PAE devraient permettre de faire des EEP un levier pour la souveraineté nationale en soutenant des secteurs vitaux (énergie, santé, eau, etc.), de promouvoir l'intégration continentale et internationale ainsi que de renforcer la coopération Sud-Sud. Il est également attendu qu'elle puisse stimuler les investissements privés via des partenariats avec le secteur privé et qu'elle transforme les EEP en catalyseurs d'une économie compétitive et promotrice d'emploi. Enfin, la PAE devrait renforcer l'équité territoriale et l'inclusion économique et sociale, promouvoir une gestion responsable des ressources naturelles et renforcer la résilience climatique.
- e) Marchés publics :** la réforme du cadre réglementaire relatif aux marchés publics est une priorité pour l'Etat. La commande publique demeure un levier de croissance important et se doit de faciliter l'optimisation des budgets des projets ainsi que l'accès à la meilleure expertise et aux dernières technologies. L'Observatoire marocain des commandes publiques devrait voir le jour en 2024. Cette initiative vise à rendre la commande publique plus inclusive et transparente. L'Observatoire collectera, traitera et analysera des données économiques, sociales et techniques sur la commande publique, élaborera des indicateurs de performance et communiquera ces informations aux décideurs et au public. Il servira aussi de plateforme de concertation et d'échange d'informations avec les parties prenantes et sera une référence pour les décideurs, opérateurs économiques, professionnels et universitaires. Le chantier de la digitalisation des marchés publics n'a lui pas encore été opérationnalisé. Le Ministère de l'Économie et des Finances a reporté la numérisation des procédures et documents relatifs aux marchés publics, initialement prévue pour débiter le 1er juillet. En attendant, les procédures continueront à être traitées sur support papier pour assurer une transition fluide vers la numérisation complète.

2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES

Traditionnellement dépendante de l'agriculture, du tourisme et des transferts des Marocains résidant à l'étranger, l'économie marocaine se diversifie de plus en plus grâce à son industrialisation. En 2020, le secteur primaire (incluant la pêche) comptait pour 11,68% du PIB et employait 31,3% de la population active. Le secteur secondaire, lui, contribuait à hauteur de 26,13% du PIB, employant 22,9% de la

¹² <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099646407172428766/pdf/IDU1368cb79a160ae14ed01ba481846716dab978.pdf>

¹³ <https://fm6i.ma/>

¹⁴ <https://www.fm6i.ma/wp-content/uploads/CP-VC-020724-1.pdf>

population active. Le secteur tertiaire a contribué pour 50,82% du PIB en 2020, employant 45,7% de la population active. Un défi majeur pour l'économie marocaine reste l'intégration de son secteur informel qui représentait 31,3% du PIB, selon la Banque centrale. Enfin, la dépendance aux importations de pétrole (le Maroc importe plus de 90% de ses besoins énergétiques) rend le pays vulnérable aux fluctuations des prix sur le marché international et explique en partie le déficit systématique de la balance commerciale. Depuis 2022, des orientations royales ont été données pour activer les réformes favorisant l'attractivité des investissements, sécurisant l'accès à l'eau potable et encourageant la souveraineté industrielle du Royaume.

Investissement : afin de consolider ses acquis économiques et de développer sa souveraineté industrielle, l'État marocain opère plusieurs réformes visant à faciliter le climat des affaires et l'acte d'investissement. Le Maroc souhaite faire de l'investissement le principal moteur de croissance économique. Dans ce sens, la **Nouvelle Charte de l'Investissement** comporte des réformes structurelles. Son objectif majeur est de renforcer l'attractivité du Royaume et de porter la part des investissements privés à deux tiers des investissements totaux engagés dans le Royaume. Elle se fixe également pour objectifs la création d'emplois stables et la réduction des disparités entre les provinces en matière d'investissements. Les projets inscrits dans les secteurs prioritaires bénéficient, en plus des primes communes à l'investissement, d'une prime sectorielle. Une prime territoriale est également offerte lorsque des investissements sont réalisés dans des zones enclavées. Ces primes sont cumulables dans la limite de 30% du montant de l'investissement. Enfin, les entreprises de droit marocain souhaitant réaliser des investissements à l'étranger pourront profiter d'un dispositif de soutien spécifique.

Eau : Après 6 années de sécheresse, la situation hydrique au Maroc devient alarmante. Dans son discours à la Nation à l'occasion de la fête du Trône 2024, le Roi a attiré l'attention des acteurs concernés sur cet enjeu vital et a appelé à accélérer les chantiers en retard. Selon le Ministère de l'Équipement et de l'Eau, chaque marocain disposait de 2560 m³/an en 1960 ; ce chiffre atteint aujourd'hui moins de 500 m³/an. En 2023, le Programme national pour l'approvisionnement en eau potable et l'irrigation 2020-2027 et son budget ont été actualisés. L'enveloppe budgétaire initiale de CHF 11 mds a été portée à CHF 15 mds pour contrecarrer les effets des vagues de sécheresse successives. Le Ministère de l'Équipement et de l'Eau et les institutions et agences d'exécution sous sa tutelle lanceront la construction de nombreux barrages et stations d'épuration. La construction de la plus grande station de dessalement d'eau de mer (300 mio m³/an) en Afrique a été lancée. Le projet de transfert d'eau des bassins du Nord aux bassins du Sud (autoroutes de l'eau) a été réalisé et a permis d'éviter des coupures d'eau au niveau des grandes villes du Royaume. Le Souverain a également pointé du doigt les projets hydriques à opérationnaliser en urgence. On note notamment la construction de barrages dans les régions du Nord qui enregistrent de fortes précipitations et la connexion des différents bassins, le bassin de Oued Laou-Larache et Loukous et celui de Oued Oum Er-Rbia, en passant par les bassins Oued Sebou et Bouregreg.

Automobile et aéronautique : les secteurs **aéronautique et automobile** ont connu un développement accéléré au cours des 10 dernières années. Afin d'augmenter le taux d'intégration de ces secteurs au Maroc, le gouvernement capitalise sur ses expériences réussies pour renforcer les écosystèmes présents en attirant plus de firmes focales ainsi que leurs PME complémentaires.

L'industrie aéronautique marocaine compte aujourd'hui plus de 142 entreprises, emploie près de 20'000 personnes qualifiées et génère un chiffre d'affaires à l'export de CHF 1,92 mds pour un taux d'intégration de près de 40%¹⁵. Le secteur a connu une croissance moyenne de 20% par an de 2015 à 2020, soit 4 fois plus que la moyenne mondiale et 5 fois la croissance du PIB¹⁶. Ses performances ont été qualifiées de « remarquables » par le magazine Forbes¹⁷. Des partenariats solides sont noués avec des sociétés aérospatiales de premier plan telles que Boeing, Airbus, Bombardier et Safran, qui ont implanté des installations de fabrication dans le pays. En 2021, le suisse PILATUS et le belge SABCA ont signé un contrat pour l'assemblage à Casablanca d'aérostructures PC-12 au Maroc. Le premier fuselage et la structure d'aile assemblés dans la nouvelle usine SABCA à Casablanca ont été livrés fin 2022 à la chaîne d'assemblage finale à Stans. Le Royaume se positionne désormais comme une destination attractive pour la maintenance, la réparation et la révision (MRO). Un partenariat entre le gouvernement marocain, Sabena Aerospace et Lockheed Martin a été conclu pour la création de la joint-venture Maintenance Aero Maroc (MAM). Les acteurs aéronautiques canadiens SHIMCO et Pratt & Whitney Canada se sont installés à Casablanca en 2024. Shimco construira son usine spécialisée dans les cales, alors que P&W consacrera son usine de 12000 m² à la production de pièces usinées statiques et structurelles de

¹⁵ <https://fnh.ma/article/actualite-economique/aeronautique-le-secteur-entame-une-nouvelle-phase-strategique>

¹⁶ <https://fnh.ma/article/actualite-economique/industrie-automobile-aeronautique-maroc>

¹⁷ <https://www.forbes.com/sites/forbesbusinesscouncil/2023/05/17/taking-advantage-of-morocco-emerging-aerospace-industry/?sh=73caca825b80>

précisions pour ses moteurs. Enfin, Airbus Helicopters a ouvert son centre régional pour l'Afrique de l'Ouest au Maroc ; il offrira les services pour la maintenance, la réparation et la révision.

Dans le secteur **automobile**, plusieurs entreprises internationales ont leurs activités de production au Maroc. L'industrie automobile compte aujourd'hui plus de 260 industriels nationaux et internationaux qui emploient directement près de 230'000 personnes. Elle représente 86% des exportations nationales. En 2023, le Maroc a produit 535.000 véhicules, dont 87 % ont été exportés, représentant une augmentation notable de 30 %, avec une valeur record de CHF 14 md. Ce dynamisme industriel s'accompagne d'une ambition accrue pour cette année, avec un objectif de production de 700.000 véhicules. Le Ministre de l'Industrie et du Commerce compte porter la capacité de production à 2 millions de véhicules par an à l'horizon 2030. Par ailleurs, le Maroc se positionne davantage dans le secteur des véhicules électriques, et des batteries. Ce dernier attire de plus en plus d'investisseurs étrangers, notamment chinois. Les grandes entreprises chinoises connues dans ce secteur prévoient d'investir environ CHF 10 md dans la production de batteries et d'autres composants essentiels pour les véhicules électriques. Ces entreprises incluent BTR , Tinci, Shinzoom, Hailiang, Gotion High-Tech et CNGR Advanced Material.

Secteur minier : Connu pour sa tradition minière bien établie, le Maroc produit des phosphates, du plomb, du zinc, du cuivre, de l'or, de l'argent, du cobalt, du manganèse, du fluor et de la barytine. Le Maroc détient ainsi une position stratégique dans la course mondiale pour sécuriser les ressources minières, en particulier les phosphates, avec trois-quarts des réserves mondiales. La demande croissante de phosphates, accentuée par la pandémie et la crise russo-ukrainienne, renforce son importance pour la sécurité alimentaire mondiale. En plus des phosphates, le Maroc possède des ressources minières telles que le cobalt, l'argent, le cuivre et le plomb, essentiels pour les industries des batteries électriques et des énergies renouvelables. Le secteur minier marocain représente 7% à 10% du PIB et contribue à 19.2% des exportations nationales. Les acteurs du secteur se sont engagés à la neutralité climatique, avec des entreprises comme Managem signant des contrats d'approvisionnement durable en cobalt avec des constructeurs automobiles. Il importe de souligner que le groupe OCP, principal acteur des phosphates au Maroc, envisage d'investir CHF 13 mds d'ici 2027 pour atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2040¹⁸. En outre, le Plan Maroc Mines 2030, lancé en 2021, vise à impulser le secteur minier au Maroc via « la nécessité de découvrir de nouveaux gisements, l'optimisation de la valeur ajoutée et l'affirmation des enjeux de développement durable ». Cependant, l'absence de stratégie claire pour les métaux stratégiques et critiques entrave le développement du secteur. Pour y remédier, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a recommandé la nationalisation et la valorisation des minerais stratégiques. Ceci passerait selon l'institution, par la création d'une banque de projets industriels, en vue d'orienter les investisseurs potentiels. Malgré la présence des gisements prometteurs de terres rares, l'exploration est entravée par le manque d'investisseurs. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour exploiter pleinement ledit potentiel et garantir un approvisionnement durable pour les industries mondiales en plein essor.

Santé : Le secteur de la santé au Maroc est en plein essor, surtout après la crise du COVID-19 et l'adoption de la couverture médicale universelle. Le pays est déterminé à renforcer sa souveraineté sanitaire en développant ses capacités industrielles et biotechnologiques, en particulier dans la fabrication de vaccins, l'industrie pharmaceutique, et les équipements médicaux et paramédicaux. Les réformes visent à établir une industrie nationale indépendante et un système de santé plus inclusif. Plusieurs centres hospitaliers universitaires sont en construction, nécessitant des équipements médicaux de pointe. La généralisation de l'assurance maladie obligatoire ouvre de nouvelles opportunités pour les entreprises spécialisées dans la gestion des patients. En outre, l'ouverture du capital des cliniques privées aux investisseurs étrangers attire de nouveaux groupes d'investissement. Ainsi, les entreprises dans le secteur de la santé, qu'elles fournissent des services, des équipements ou qu'elles forment le personnel médical et administratif, trouveront des opportunités prometteuses pour se développer au Maroc.

Energies renouvelables : le Maroc a entamé il y a 10 ans une révolution énergétique qui vise à porter la part des **énergies renouvelables** à plus de 50% d'ici à 2030. Plusieurs projets cherchent à profiter de l'ensoleillement et des vents du Maroc. La Grande Bretagne a annoncé le lancement du projet Xlinks, qui prévoit de construire une centrale solaire de 1500 km² et d'en acheminer l'électricité vers le Royaume-Uni via des câbles sous-marins. En outre, de nombreuses centrales solaires et éoliennes fonctionnent déjà et de nombreux autres projets sont planifiés dans un proche futur. Le Royaume a

¹⁸ <https://www.ocpgroup.ma/fr/Strategie/Objectifs-engagements/programme-investissement-vert>

scellé des partenariats stratégiques avec les Pays-Bas¹⁹, l'Allemagne²⁰, et l'Espagne²¹. Capitalisant sur ses réussites, le Maroc a publié début 2021 une feuille de route sur l'**hydrogène vert** dans laquelle il fait état de sa volonté de développer une filière industrielle centrée sur cette énergie. L'offre *Hydrogène Maroc* a été publiée en mars 2024. La circulaire précise les étapes pour la mise en œuvre de cette offre, les moyens mis en place par l'État, et les rôles des différents acteurs. Elle couvre divers aspects tels que le foncier, les infrastructures nécessaires, les mesures incitatives, le processus de sélection des investisseurs et la gouvernance de la filière. "L'Offre Maroc" concerne les projets intégrés de production d'hydrogène vert, de la génération d'électricité aux activités de transformation et de logistique associées. Le fort intérêt manifesté par près d'une centaine d'investisseurs, nationaux et internationaux, témoigne du potentiel significatif du Maroc dans ce domaine. L'État met à disposition un million d'hectares de foncier public, avec une première phase consistant à allouer 300 000 hectares aux investisseurs, tout en veillant à une utilisation adéquate dans le respect des normes contractuelles. "L'Offre Maroc" comprend également la mise en place d'une infrastructure compétitive et des mesures incitatives pour accompagner les porteurs de projets.

Transport : depuis plusieurs années, le Royaume a misé sur les **infrastructures routières, maritimes, aériennes et ferroviaires** comme un vrai levier de développement. De grands investissements sont consacrés à la connectivité et des opportunités intéressantes se présentent pour les sociétés suisses.

Dans le secteur **ferroviaire**, l'Office National des Chemins de Fer (ONCF) dispose d'un programme d'investissement très ambitieux²², visant à la fois l'extension du réseau ferroviaire mais aussi le renouvellement et l'amplification du matériel roulant pour un budget de plus de CHF 4 milliards. L'ONCF a également lancé la construction et la modernisation de plusieurs gares en perspectives de l'organisation de la Coupe du Monde 2030 au Maroc, en plus de la modernisation des systèmes d'accès aux quais. Le Maroc compte un réseau de lignes à grande vitesse (LGV) de 186 km, le classant dans le Top 20 des pays ayant développé ce type d'infrastructure ferroviaire (Suisse : 176 km). L'ONCF compte développer ce réseau pour un budget d'investissement de CHF 10 milliards. Ce budget servira à la construction de la ligne LGV Casablanca – Marrakech – Agadir. A noter que cette ligne nécessitera la construction de plusieurs tunnels et ponts. Enfin, l'étude de faisabilité de la LGV Rabat-Fès vient d'être achevée. Dans le cadre de ses projets, l'ONCF a noué des accords de coopération avec plusieurs institutions similaires européennes dont le plus récent est celui signé avec DeutscheBahn²³. L'ONCF a également signé un accord avec la BEI qui met à sa disposition une enveloppe de 250 mio d'euros pour soutenir son plan d'investissement²⁴. Enfin, la visite royale aux Emirats Arabes Unis a été conclue par plusieurs accords de coopération, dont un relatif à une promesse de financement de la LGV par les EAU.

Dans le secteur **routier**, le Maroc dispose d'un réseau important et investit davantage pour l'étendre. Le réseau routier marocain est crucial, assurant 90% des déplacements des personnes et 75% du transport de marchandises. En 2024, le ministère alloue plus de 13 milliards de dirhams pour le développement des infrastructures routières. Cet investissement vise à soutenir les stratégies nationales et sectorielles, et à accompagner le pays dans ses ambitions futures, telles que la Coupe du monde de football prévue en 2030. En termes de réseau autoroutier, le Maroc est leader au Maghreb et second en Afrique. Le pays dispose de 1800 km d'autoroutes et projette d'atteindre 3000 km d'ici 2030. Plusieurs projets d'autoroutes avancent à grands pas. Ils concernent notamment la construction de nouveaux tronçons et l'extension de ceux existants²⁵. En effet, une deuxième autoroute Rabat-Casablanca verra le jour et sera réalisée avec un budget de CHF 500 mio. Une autoroute Marrakech Fès est aussi prévue.

Dans le secteur **maritime**, le Maroc adopte une stratégie ambitieuse pour tirer parti de sa position géographique sur l'océan Atlantique et la mer Méditerranée. Les ports du pays jouent un rôle crucial dans les chaînes logistiques des échanges internationaux et sont un levier important pour le développement économique et social. Suite à un discours du roi Mohammed VI sur la « stratégie Atlantique », le gouvernement marocain a été appelé à exploiter la côte atlantique pour stimuler le développement économique. En réponse, le Maroc prévoit de lancer la création d'une flotte maritime commerciale nationale "forte et compétitive". Cette initiative a été récemment confirmée par le ministre marocain du Transport et de la Logistique, Mohammed Abdeljalil. Par ailleurs, un Cluster Industrie Navale du Maroc (CINM) a vu le jour. Il vise à rassembler les acteurs privés et publics de

¹⁹ <https://fr.le360.ma/economie/hydrogene-vert-le-maroc-et-les-pays-bas-signent-un-memorandum-dentente-et-une-convention-de-SCFGWEULJBAVHMVZCW6BM5WFMU/>

²⁰ <https://fr.le360.ma/economie/apres-lallemagne-les-pays-bas-pour-le-maroc-la-voie-de-lhydrogene-vert-est-balisee-IJMAQIYTZNDVXK7KXQQDTKEDUY/>

²¹ <https://www.afrik21.africa/maroc-lespagne-mobilise-800-me-pour-soutenir-la-croissance-durable/>

²² <https://medias24.com/2023/03/09/lqv-reseau-conventionnel-projets-les-revelations-de-mohamed-rabie-khlie/>

²³ <https://www.lavieeco.com/affaires/oncf-et-deutsche-bahn-partenariat-sur-les-rails/>

²⁴ <https://www.h24info.ma/la-bei-et-loncf-signent-un-contrat-de-financement-de-21-milliards-de-dirhams/>

²⁵ <https://www.bladi.net/ou-chantiers-axes-routiers-maroc.99462.html>

l'écosystème maritime, portuaire et industriel. Son objectif principal est de contribuer au développement de l'industrie navale marocaine tout en garantissant la souveraineté industrielle du Royaume, en répondant notamment aux besoins de la flotte militaire, de la pêche et de la marine marchande. A noter que la stratégie portuaire du Maroc a déjà porté ses fruits. Classé 1er port en Méditerranée et en Afrique, le port Tanger Med se positionne aujourd'hui comme plateforme portuaire et industrielle de premier plan en Afrique et en Méditerranée²⁶. Il a rejoint le TOP20 des ports à conteneurs en se classant 19ème sur 500 en 2023 selon Alphaliner²⁷. Il est aujourd'hui le 4ème port le plus performant dans le monde selon l'indice de performance des ports à conteneurs établi par la Banque mondiale et S&P Global Market Intelligence. Ses zones industrielles, situées à 14 km du continent européen, accueillent plusieurs acteurs mondiaux. Le secteur automobile y est fortement présent. A noter que TE Connectivity, entreprise suisse, y a installé 6 usines et y emploie plus de 3'000 collaborateurs, la classant premier client de Tanger Med Zones. Enfin, au vu de la croissance exponentielle de la demande, plusieurs autres projets portuaires sont prévus²⁸. Le port Nador West Med est en cours de réalisation et il est prévu qu'il soit opérationnel fin 2024. Le port de Jorf Lasfar est en cours d'études. La construction du Nouveau Port de Safi avance à grand pas.

Un autre secteur que le gouvernement priorise est celui du **numérique**. Un ministère dédié a été créé en 2021, sous la conduite de la Ministre Ghita Mezzour, lauréate de l'EPFL. Il œuvre pour la transition numérique et la modernisation de l'administration. Ce secteur connaît une croissance significative, portée par des initiatives gouvernementales et des investissements étrangers. Le Plan Maroc Digital 2030 annoncé cette année vise à renforcer l'infrastructure numérique et à promouvoir les services en ligne, notamment dans l'administration, la santé et l'éducation. Le pays a également signé l'organisation de 10 éditions de la conférence GITEX Africa Maroc. La 2^{ème} édition de GITEX Africa 2024 a enregistré de nouveaux records. L'événement a attiré une large audience composée d'acteurs technologiques, de startups et d'investisseurs venus de plus de 130 pays, mettant en avant les perspectives numériques en Afrique et dans le monde. Environ 50 000 visiteurs ont assisté à cette édition, dépassant les 30 000 de la première édition. Plus de 1 400 exposants, 350 investisseurs et 600 conférenciers étaient présents. La Suisse a été représentée par 9 entreprises : SICPA, LOGITECH, REVIZTO, LEMO, RDM, MOHE Biotech, Webmob, APO Group, Helltec Engineering. Concernant la dématérialisation, l'administration fiscale a digitalisé la quasi-totalité des services publics. Les contribuables peuvent accomplir toutes les obligations déclaratives et de paiement par voie électronique et peuvent également obtenir les différentes attestations administratives nécessaires. Cette même tendance a marqué l'Administration des Douanes et des Impôts Indirects. Aujourd'hui, malgré ces avancées, le besoin de numériser demeure énorme, notamment dans le secteur de la santé et de l'éducation/formation. La digitalisation fait face à des défis, tels que la nécessité d'améliorer la formation des compétences numériques et d'accélérer la digitalisation des PME.

Enfin, le tourisme joue un rôle majeur dans la contribution au Produit Intérieur Brut (PIB) du pays, représentant généralement entre 7% et 8% de l'économie marocaine. Cette contribution substantielle souligne la dépendance économique du Maroc vis-à-vis du tourisme, faisant de cette industrie un moteur essentiel de croissance et de stabilité financière. Le secteur a profité du phénomène du « revenge travel » et du rayonnement de l'équipe marocaine de football lors de la Coupe du monde au Qatar. Le tout combiné avec le lancement d'une nouvelle campagne touristique « Maroc, terre de lumière » et l'annonce de la co-organisation de la coupe du Monde 2030. En 2023, le secteur touristique marocain a atteint un nouveau pic, avec 14,5 millions de visiteurs, enregistrant une croissance de 34% par rapport à l'année précédente et une augmentation de 12% depuis 2019. La diaspora marocaine, qui représente 51% des arrivées, a connu une hausse significative de 27% par rapport à 2022, soulignant son rôle clé dans la vitalité touristique du pays. Les touristes étrangers ont également affiché une progression notable de 41%, constituant désormais 49% des arrivées, une augmentation de 3 points par rapport à l'année précédente. Les performances de 2023 apportent un léger soulagement à l'économie du pays, avec des recettes de voyage en devises qui dépassent les CHF 10 mds. Ce record de 14,5 millions de touristes dépasse largement l'objectif initial fixé pour 2023 dans la feuille de route du tourisme 2023-2026. Cette dernière vise à atteindre 17.5 millions de touristes en 2026, impliquant ainsi une augmentation

²⁶ <https://fr.le360.ma/economie/tanger-med-fait-son-entree-dans-le-top-25-des-plus-grands-ports-a-conteneurs-du-monde-234272>

²⁷ <https://alphaliner.axsmarine.com/PublicTop100/>

²⁸ <https://medias24.com/2022/03/09/un-round-up-sur-les-ports-du-maroc-et-les-chantiers-en-cours/>

annuelle moyenne de 1 million de touristes. Les performances du premier semestre 2024 réconforte le Ministère du Tourisme avec 7.4 millions de touristes enregistrés ; soit une augmentation de 14% par rapport au 1^{er} semestre 2023, ce qui augure d'un nouveau record pour 2024.

En conclusion, le Maroc a été considéré comme pays à fort potentiel par la « **Team Switzerland Infrastructure**²⁹ » en Afrique. La visite du Conseiller fédéral Guy Parmelin et la délégation qui l'a accompagné au Maroc (Octobre 2023) a confirmé ce potentiel. Les grands projets d'infrastructure prévus présentent des opportunités très intéressantes pour l'export de l'expertise et des solutions suisses. Les institutions et sociétés de **financement** ainsi que les entreprises d'ingénierie, de construction, et fournisseurs d'équipements et de solutions dans les projets susmentionnés ont des opportunités de prospection et de positionnement au Maroc.

3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

3.1 Politique et priorités du pays hôte

Au cours des 25 dernières années, la politique économique extérieure du Maroc s'est transformée pour s'orienter vers l'ouverture et la diversification. Cette diversification et cette ouverture sont guidées par des intérêts économiques et surtout géopolitiques. Grâce à une vision royale ambitieuse et à des projets stratégiques, le pays a connu des progrès significatifs et a su renforcer sa présence internationale. Le succès du Maroc repose sur plusieurs facteurs clés. Le pays bénéficie d'une stabilité politique et macroéconomique, ainsi que d'infrastructures de qualité. Sa position géographique avantageuse, proche de l'Europe, a également joué un rôle déterminant. Les infrastructures routières, portuaires, logistiques, industrielles, aéroportuaires et ferroviaires ont été cruciales pour atteindre cette réussite.

Le Maroc entretient des relations stratégiques avec plusieurs pays économiquement et politiquement forts. La reconnaissance par les États-Unis de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental et l'inflexion de la position de plusieurs pays européens, notamment l'Espagne, l'Allemagne, les Pays-Bas et plus récemment la France ont ouvert de nouveaux partenariats dans les secteurs de la défense, de l'industrie et de l'énergie. Ces reconnaissances et ces soutiens marquent un tournant important dans la coopération économique et les échanges commerciaux avec ces nations. Le Maroc continue également la diversification de ses partenaires notamment en renforçant sa coopération avec des partenaires tels que les Émirats Arabes Unis ou la Chine, tout en continuant sa politique d'équilibre au niveau international en conservant notamment ses échanges avec la Russie.

En parallèle, le Maroc mène une politique très active de **conclusion d'accords régionaux et de libre-échange**. A ce jour, 56 accords de libre-échange et accords internationaux sont en place, couvrant des pays dont les économies représentent 60% du PIB mondial et 1,3 mds de consommateurs. Il demeure le seul pays africain ayant un accord de libre-échange avec les États-Unis. Dans ses relations économiques avec l'UE, il bénéficie du « statut avancé ». En outre, le Maroc cherche à profiter de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) pour développer davantage ses échanges commerciaux avec les pays africains et se positionner comme hub pour les entreprises internationales souhaitant opérer en Afrique³⁰. Le Brexit a également ouvert une nouvelle ère de coopération avec la Grande-Bretagne, amplifiant les échanges commerciaux entre les deux pays.

En Afrique, le Maroc accorde une importance particulière au continent, se positionnant comme le premier investisseur africain en Afrique de l'Ouest et le deuxième sur l'ensemble du continent. Depuis sa réintégration dans l'Union Africaine en 2017, le Royaume vise à être un leader sur les questions africaines. Le Maroc est devenu un centre névralgique pour les investissements et le commerce international, en particulier vers l'Afrique. Pour consolider davantage son positionnement, le Maroc se tourne désormais vers la côte atlantique africaine, après avoir développé des infrastructures maritimes prospères en Méditerranée, pour renforcer ses partenariats avec les nations africaines de la côte atlantique. La nouvelle **stratégie Atlantique** du Royaume vise à développer un espace géopolitique africain et océanique, renforçant ainsi le rôle du Maroc en tant que carrefour commercial entre l'Atlantique, le sahélo-saharien et la Méditerranée. Le projet de gazoduc Maroc-Nigeria est un exemple de cette dynamique commune en Afrique de l'Ouest dans le domaine de l'énergie.

Enfin, le Maroc continue de promouvoir son rôle de plateforme pour les investissements en Afrique, cherchant à promouvoir ses opportunités d'affaires et d'investissements. Sa marque de promotion

²⁹ <https://www.infrastructure-solutions.swiss/en/>

³⁰ Oxford Business Group, 2020

« Morocco Now » est promue dans les plus grandes capitales économiques mondiales.

3.2 Perspectives pour la Suisse

En décembre 2021, le Ministre des Affaires Etrangères du Maroc, Nasser Bourita, et le Conseiller fédéral Ignazio Cassis ont signé à Berne une **déclaration conjointe** qui prévoit la tenue de dialogues politiques et l'intensification des échanges bilatéraux. Cette déclaration a donné une nouvelle impulsion aux relations en visant l'accélération de la cadence des visites de travail à tous les niveaux y compris dans les domaines économique et scientifique. Les visites des deux Conseillers fédéraux, Ignazio Cassis et Guy Parmelin, ont concrétisé les excellentes relations entre le Maroc et la Suisse dans tous les domaines de la coopération bilatérale et multilatérale, notamment au niveau économique, commercial et scientifique mais aussi au niveau politique. Par ailleurs, la présence d'une délégation économique et scientifique durant la visite du Conseiller fédéral Parmelin a permis de renforcer les liens entre les acteurs des places économiques et scientifiques suisses et marocaines et d'illustrer les opportunités de coopération pour l'avenir. Avec une base solide d'accords économiques bilatéraux en vigueur, il y a un grand potentiel de coopération encore inexploité. Le Maroc, dans son rôle de porte d'entrée vers l'Afrique et comme plateforme industrielle et portuaire continentale proche du continent européen, offre des opportunités aux acteurs économiques suisses. Sur le plan scientifique, la visite du CFGP a été l'occasion de tenir les premières journées scientifiques Maroc-Suisse et de lancer la 2^{ème} édition de l'appel à projets conjoints de recherche, dont le budget a été triplé, passant de CHF 200.000 à CHF 600.000.

S'agissant du cadre des relations bilatérale, il faut également souligner que les relations économiques entre les deux pays s'inscrivent dans des conditions bilatérales complètes, comptant sur un accord de libre-échange (via l'AELE), un accord de protection des investissements et une convention contre les double-impositions³¹. A ce jour, 4 mémorandums d'entente (MoU) de coopération ont été signés entre les deux pays. Ils concernent les secteurs 1) de l'énergie, 2) des transports, 3) de l'agriculture et 4) de la recherche scientifique. Le SECO et le Ministère de l'Industrie et du Commerce ont signé en février 2024 un mémorandum d'entente pour un projet d'une durée de 4 ans dans le domaine de **la propriété intellectuelle**. Il a pour objectif la protection des droits de propriété intellectuelle des entrepreneurs, créateurs, chercheurs et producteurs au Maroc à travers des interventions à différents niveaux du système de propriété intellectuelle au Maroc. En outre, à la suite de la rencontre entre Swisstextiles et l'AMITH en octobre 2023 lors de la visite du CFGP au Maroc, les deux associations ont signé en mai 2024 à Berne un accord-cadre de collaboration dans le domaine **textile** en présence de M. Ryad Mezzour, Ministre de l'Industrie et du Commerce du Royaume du Maroc et du Conseiller fédéral en charge de l'Economie, de la Formation et Recherche. Cet accord vise à promouvoir le partenariat entre les représentants du secteur dans les deux pays, à relever les défis de la compétitivité et à renforcer les relations entre les acteurs du textile marocain d'une part, et les investisseurs et les clients suisses d'autre part, en vue d'établir une dynamique d'intégration entre les deux pays.

Enfin, le positionnement du Maroc comme **hub** pour l'investissement et le commerce international, **surtout vers l'Afrique subsaharienne**, présente un intérêt particulier pour la Suisse. Dans ce sens, il convient de mentionner **Casablanca Finance City**, un centre économique et financier qui vise à devenir une plate-forme de liaison entre le Nord et le Sud, dans lequel cinq entreprises suisses sont déjà installées. En outre, les secteurs de l'automobile, de l'aéronautique, des énergies renouvelables, pharmaceutique et des équipements médicaux ainsi que des infrastructures continuent de présenter de belles opportunités pour les opérateurs économiques suisses.

Dans le domaine du développement et de la coopération au développement, le Maroc devrait être considéré comme nouveau pays prioritaire dans la nouvelle stratégie suisse de coopération 2025-2028. Après l'adoption par le Conseil fédéral du message sur cette nouvelle stratégie, la proposition a été soumise pour approbation au Parlement suisse qui devrait se prononcer d'ici la fin de l'année. Dans ce contexte, plusieurs projets mis en œuvre par le SECO et favorisant notamment l'amélioration du cadre des affaires et des conditions cadres de l'économie, le soutien au développement du secteur privé, la compétitivité et l'inclusion sont déjà en cours au Maroc. Le renforcement de la présence suisse au Maroc dans ce domaine devrait également permettre des synergies intéressantes et contribuera certainement à renforcer le positionnement du Maroc en termes d'opportunités économiques dans la région et sur le continent Africain.

³¹ Fedlex, 2021

4 COMMERCE EXTÉRIEUR

4.1 Evolution et perspectives générales

Les indicateurs du commerce extérieur du Maroc se sont améliorés en 2023³². Le déficit commercial a enregistré une diminution de 7%, passant de CHF 30,8 md à 28,6 md. Le taux de couverture s'est ainsi amélioré de 2 points de pourcentage à 60,1%. Les importations de biens sont passées de CHF 73,7 md à CHF 71,5 md, soit une baisse de 2,9%. Quant aux exportations de biens, elles ont enregistré une légère hausse (0,2%), s'établissant à CHF 42,9 md. Concernant les échanges de services, la balance connaît un excédent qui enregistre une forte augmentation (16,3% en 2023 ; CHF +1,8 md), passant de CHF 11,5 md à CHF 13,4 md. Les exportations et les importations de service ont connu une hausse significative, respectivement 15,8% et 15,2%.

Au sein de secteurs spécifiques, le secteur de l'automobile s'est positionné comme premier secteur exportateur du pays. Ses exportations se sont établies à CHF 14,1 md contre CHF 11,1 md ce qui représente un taux de croissance robuste de 27,4%. La tendance haussière des exportations a également caractérisé les secteurs de l'électrique et l'électronique (+28,4% ; CHF 2,3 md), de l'aéronautique (+2,4% ; CHF 2,1 md), et du textile et du cuir (+5% ; CHF 4,6 md). Les exportations du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire ont connu une stagnation, s'établissant à CHF 8,3 md. Quant aux exportations de phosphates, elles ont enregistré une forte régression en 2023, passant de CHF 11,5 md à CHF 7,6 md, soit une baisse de -34,1%. Enfin, le secteur du tourisme a réalisé des performances exceptionnelles avec des recettes de voyages s'élevant à CHF 10.4 mds. Cela représente une augmentation de 32,9% par rapport au niveau de 2019. Les transferts des MRE ont également atteint un nouveau record, s'établissant à CHF 11.5 mds.

En 2023, l'Europe est restée le principal partenaire commercial du Maroc, représentant 63,2% des transactions de marchandises, contre 58,8% en 2022. Les exportations vers l'Europe ont augmenté de CHF 3,3 mds, soit +12,1%, grâce surtout à l'Espagne (CHF +1,2 mds) et la France (CHF +0,7 mds). Les importations ont augmenté de CHF 0,5 mds (+1,4%), réduisant le déficit commercial de 20,4% (CHF - 2,7 mds).

En revanche, les échanges avec l'Asie ont généré un déficit commercial accru de CHF 360 mio (+2,7%), principalement en raison de la détérioration du solde commercial avec l'Inde, devenu déficitaire de CHF 1,6 mds en raison de la baisse de CHF 1,2 mds des exportations d'engrais naturels et chimiques. Les déficits avec Bahreïn, Singapour et le Japon se sont également creusés.

Les échanges avec l'Amérique ont enregistré un déficit commercial en augmentation de CHF 360 mio mds (+6,2%), principalement dû à une hausse de CHF 730 mio du déficit avec les États-Unis et à la dégradation du solde avec le Brésil, devenu déficitaire après six années d'excédents.

Avec l'Afrique, le Maroc a conservé un excédent commercial, bien qu'en baisse de CHF 67 mio (-5,1%) par rapport à 2022, principalement en raison de déficits commerciaux avec le Kenya et l'Éthiopie et d'une diminution de l'excédent avec la Tanzanie.

Enfin, la balance commerciale avec l'Océanie est restée excédentaire, l'excédent ayant triplé en 2023 grâce à une augmentation des exportations d'engrais naturels et chimiques (CHF +140 mio) vers l'Australie.

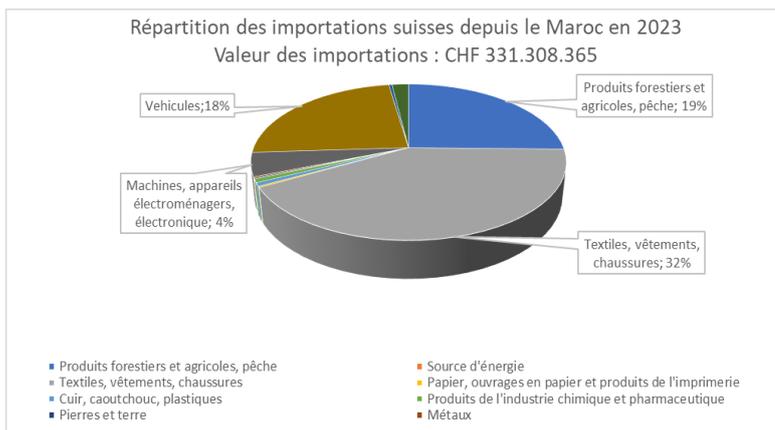
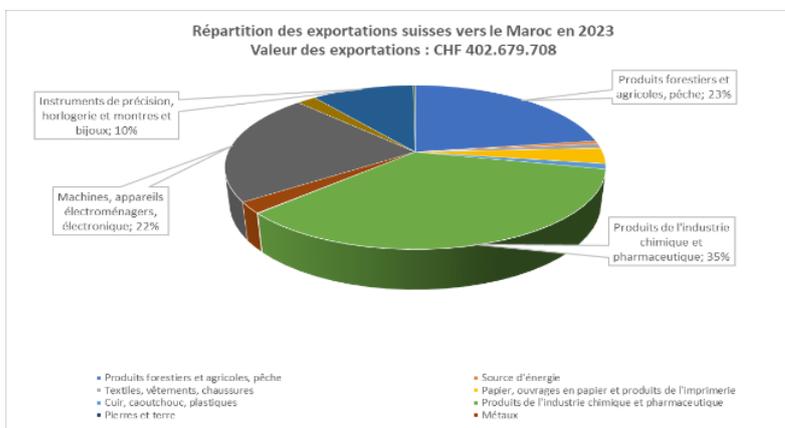
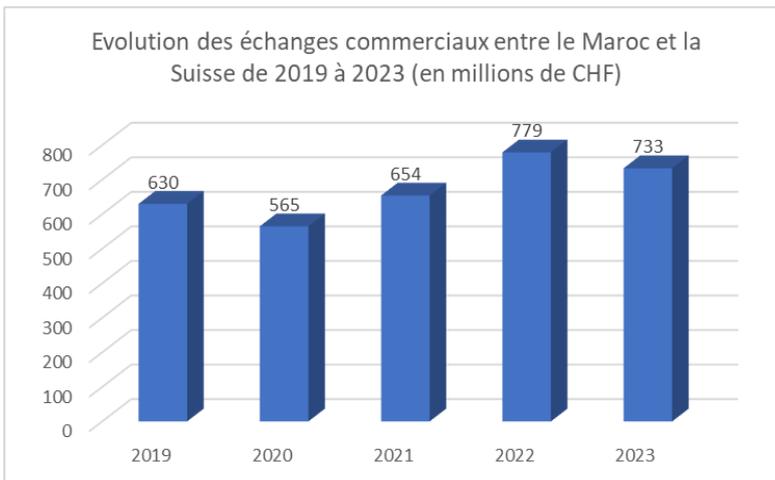
³² [Office des Changes: Indicateurs des échanges extérieurs au titre de l'année 2023](#)

4.2 Commerce bilatéral

Les échanges commerciaux³³ entre le Maroc et la Suisse ont stagné en 2023, après avoir enregistré un record en 2022. Selon les chiffres annoncés par l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières, ces échanges ont atteint en 2023 CHF **733 mio**, enregistrant une baisse de 2.8% par rapport à l'année 2022.

Après avoir enregistré une valeur de CHF 414 mio en 2022, les exportations suisses vers le Maroc ont atteint une valeur de CHF 402 mio en 2023, affichant ainsi une régression de 2.8%. Ces exportations sont composées principalement de produits de l'industrie chimique et pharmaceutique (35%), des produits forestiers, agricoles et de la pêche (23%), des machines, de l'électroménager et l'électronique (22%), et des instruments de précision, de l'horlogerie et de la joaillerie (10%).

Les exportations marocaines vers la Suisse ont reculé de 9.3%, passant de CHF 364 mio en 2022 à CHF 331 mio en 2023. Elles sont composées principalement de produits textiles, vêtements et chaussures (32%), des produits forestiers, agricoles et de la pêche (19%), des véhicules (18%) et les machines et appareils électroménagers et électronique (4%).



³³ Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières – 2023

5 INVESTISSEMENTS DIRECTS

5.1 Evolution et perspectives générales

En 2023, la dynamique des IDEs au Maroc a été marquée par une baisse. En effet, les Investissements Directs Etrangers (IDE) au Maroc ont chuté de 53.3% par rapport à 2022, passant de CHF 2,1 md à CHF 1 md en 2023. Concernant les secteurs qui ont drainé les IDEs en 2023, l'industrie vient en première position (CHF 1.1 mds ; 37%), suivi de l'immobilier (CHF 0.7 mds ; 19.7%) et des Transports (CHF 0.2 mds ; 7.2%).

Cette baisse était pressentie par le Ministère de l'Investissement et de la Convergence et de l'Evaluation des Politiques Publiques. Il explique cette baisse attendue par plusieurs facteurs. Tout d'abord, le Maroc a enregistré une hausse des dépenses IDEs de 25%, établies à CHF 2.2 md, et une baisse des recettes IDEs de 17.8%, établies à CHF 3.2 md). Par ailleurs, cette baisse reste aussi relative par rapport au contexte mondial, l'année 2022 ayant connu une baisse de 12%. En Afrique, les IDEs ont baissé de 44%. En outre, les IDEs, obéissant à une logique cyclique, ils se font ressentir sur le terrain deux ou trois années après leur annonce. De ce fait, les derniers chiffres de l'Office des Changes montrent une dynamique positive en 2024, et laissent présager de nouveaux records d'IDEs. Le Maroc a atteint un record de 16,1 milliards de dirhams (1,6 milliard \$) d'investissements directs étrangers (IDE) à fin mai 2024, marquant une hausse de près de 20% par rapport à l'année précédente.

Il est à noter que le Ministère de tutelle et l'Agence Marocaine de Développement des Investissements et des Exportations suivent un pipeline de CHF 80 md d'investissements privés, dont CHF 34 md est destiné à des projets greenfield, ayant fait objet de MoU avec l'Etat marocain.

Par ailleurs, les Investissements Directs marocains à l'Etranger (IDME)³⁴ se sont situés à près de CHF 2.5 milliards, affichant une hausse de 25% par rapport à 2022. Ils ont principalement ciblé les secteurs de l'industrie (72%) ; des énergies et des mines (11%), et bancaire (5%). Avec sa stratégie d'investissement ambitieuse en Afrique, le Maroc fait partie des pays africains les plus actifs du continent et joue le rôle de véritable locomotive de développement. En 15 ans, le Maroc a investi quelque 4 mds de dollars en Afrique, soit 60% de ses réalisations à l'étranger³⁵.

Concernant les principaux pays investisseurs au Maroc (recettes IDE), la France vient en tête avec un volume de CHF 1.1 mds, en légère baisse par rapport à 2022. Elle est suivie par les Emirats Arabes Unis dont les IDE au Maroc ont atteint CHF 342 mio (-15%). Quant à la troisième position, elle est occupée par la Grande Bretagne avec CHF 261 mio (-20%). Ces pays sont suivis par l'Espagne (CHF 257 mio ; +1%), le Luxembourg (CHF 212 mio, +54%), les Pays-Bas (CHF 187 mio, -8%), l'Allemagne (CHF 166 mio, +68%), les Etats-Unis (CHF 161 mio ; -79%), l'Italie (CHF 81 mio ; +71%) et le Danemark (CHF 70 mio ; +497%).

Malgré un ralentissement de la dynamique des IDEs au Maroc, le Royaume continue d'intéresser les investisseurs étrangers qui viennent régulièrement prospector les opportunités. A noter que le Maroc figure parmi les 25 marchés émergents qui attirent le plus les investissements directs étrangers (IDE) dans le FDI Confidence Index 2023. Ceci est le résultat des améliorations du cadre législatif et du climat des affaires au Maroc, qui vise à encourager et faciliter les investissements étrangers, avec notamment les différents événements de promotion à l'étranger et le lancement de la marque « *Morocco Now* », dont les road show ont visité les plus importantes capitales économiques européennes et asiatiques, dont Zurich en septembre 2023.

5.2 Investissements bilatéraux

Concernant les recettes d'IDE de la Suisse au Maroc, la Confédération est sortie du « top 10 » des investisseurs étrangers au Maroc en 2023, mais reste dans le « Top 20 ». Les recettes d'IDEs suisses au Maroc ont enregistré une baisse de 37%, passant de CHF 78 mio en 2022 à CHF 48 mio en 2023. Dans l'autre sens, les investissements directs marocains étrangers (IDME) en Suisse ont connu une évolution positive et constante lors des dix dernières années³⁶. Un record a été enregistré en 2022, avec CHF 31.4 mio d'investissement marocain en Suisse. Toutefois, l'année 2023 a été marquée par un recul de 46% des IDME en Suisse, passant ainsi à CHF 16.9 mio.

³⁴ <https://www.oc.gov.ma/fr/etudes-et-statistiques/series-statistiques>

³⁵ <https://afriomag.net/investissements-en-afrique-qui-sont-les-plus-gros-investisseurs-africains-en-afrique/>
³⁶ <https://www.oc.gov.ma/fr/etudes-et-statistiques/series-statistiques>

La présence des entreprises suisses au Maroc est très visible. Une soixantaine d'entreprises suisses y opèrent dans les secteurs de l'agroalimentaire, des industries chimiques et pharmaceutiques, des machines et appareils électroniques, ainsi que des instruments de précisions. Elles comptent plus de 8000 employés et apportent au Royaume une réelle valeur ajoutée. L'expérience de ces entreprises au Maroc montre qu'il y a des opportunités et un réel intérêt à coopérer au vu de la complémentarité qui existe entre les deux économies.

6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse

Outre l'Ambassade de Suisse à Rabat³⁷, le principal outil de promotion commerciale de la Suisse est la Chambre de Commerce Suisse au Maroc (CCSM). Sa mission est de promouvoir et renforcer les échanges commerciaux entre les deux pays. La CCSM renseigne les entreprises membres et publie depuis 2008, tous les deux mois, la revue « Swissecos », qui traite de l'actualité économique et des opportunités d'affaires au Maroc. De plus, la CCSM organise plusieurs séminaires et webinaires sur des thématiques d'actualité. Ces événements sont généralement organisés en partenariat avec l'Ambassade, le SECO et SGE.

Dans le but de renforcer sa présence régionale au Maroc, la CCSM a inauguré en mai 2022 son antenne régionale à Marrakech. Elle est le relais de la CCSM pour identifier les opportunités d'affaires et pour faciliter les contacts entre les opérateurs suisses et marocains. Par ailleurs, la CCSM accompagne l'Ambassade de Suisse au Maroc lors des différentes manifestations économiques et commerciales.

Afin de consolider sa position en tant qu'instrument de promotion économique suisse au Maroc, la CCSM a signé plusieurs partenariats stratégiques avec des organismes suisses. Un MoU a été conclu avec la Chambre de Commerce, d'Industrie et des Services de Genève (CCIG). Un deuxième partenariat est conclu avec Switzerland Global Enterprise (S-GE). À travers ce partenariat, la CCSM représentera les intérêts de la S-GE au Maroc et sera mandatée sur des projets.

Durant l'année 2023, la Chambre de Commerce Suisse au Maroc a organisé plusieurs activités d'échange et d'information. Elle était partenaire du roadshow « Morocco Now » organisé à Zurich par l'Agence Marocaine de Développement des Investissements et des Exportations visant à promouvoir les opportunités d'affaires et d'investissement au Maroc. La CCSM organise régulièrement des tables-rondes en vue d'informer ses membres sur les sujets d'actualité, en invitant des ministres et des experts sectoriels. L'impact des ESG sur la performance des entreprises, la protection commerciale comme moyen de défense de la production nationale, les défis et les opportunités du Cleantech, la décarbonation industrielle et son impact sur la compétitivité ou les compétences vertes sont des exemples de sujets abordés par la CCSM lors de ces événements.

En outre, en vue de promouvoir la Suisse comme destination touristique et culinaire, la CCSM a organisé une soirée « Fondue » à Casablanca. Cet événement a permis de mettre en avant le savoir-faire culinaire helvétique et de faire gagner des voyages en Suisse offerts par les sponsors.

Enfin, la CCSM organise chaque année un petit déjeuner convivial pour les bacheliers marocains admis à l'EPFL. Cette rencontre, animée par l'association des ALUMNI EPFL Maroc, leur offre la possibilité de réseauter et de bénéficier des conseils des lauréats pour réussir leur nouvelle vie en Suisse.

Par ailleurs, le SIPPO est également un instrument intéressant de la promotion économique extérieure. Pendant l'année 2024, l'équipe SIPPO Maroc a participé au Forum de Promotion des Importations. Cet événement a réuni à Lausanne plus de 100 acteurs du commerce international. Il a été marqué par la signature d'un memorandum d'entente entre SwissContact et Morocco Foodex, acteur clé d'accélération et le développement des exportations marocaines de produits agroalimentaires et maritimes. CE memorandum formalise ainsi la collaboration entre le Maroc et la Suisse en matière de promotion des entreprises marocaines sur le marché européen dans le cadre du projet SIPPO.

6.2 Intérêt du pays hôte pour la Suisse

Commerce et investissement : le Maroc a un grand intérêt pour la coopération économique et commerciale avec la Suisse en raison de l'expertise et des capacités d'innovation de la

³⁷ En 2022, l'Ambassade de Suisse à Rabat a renforcé ses compétences en recrutant un Conseiller commercial et scientifique qui s'occupe de la promotion des affaires commerciales et scientifiques entre le Maroc et la Suisse

Confédération. La déclaration conjointe de 2021 signée entre le Maroc et la Suisse est une preuve de cet intérêt. De façon opérationnelle, cet intérêt se traduit par des projets concrets. En effet, la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM) souhaite créer un Conseil d'Affaires Maroc-Suisse, en partenariat avec les organisations faitières suisses. En outre, la visite du CF Guy Parmelin au Maroc et sa délégation a ouvert la voie à plusieurs partenariats et de nouvelles dynamiques d'investissement. Des projets d'investissement de groupes suisses, que ce soit pour de nouvelles implantations ou pour un élargissement des capacités de production, sont en cours d'études. Enfin, les grands opérateurs économiques et industriels marocains s'attendent à des implantations plus importantes d'entreprises suisses au Maroc dans l'avenir. La complémentarité qui caractérise les deux économies est toujours mise en avant. Les instances gouvernementales en charge de l'industrie et du commerce, de l'investissement et de la transition numérique et énergétique invitent les entreprises suisses, ayant des innovations nécessitant des capacités de production importantes, à s'installer au Maroc en vue d'optimiser leurs coûts de production tout en profitant de compétences de haut niveau et de la proximité stratégique du Maroc avec l'Europe (14 km), la Suisse (2 jours de route) et l'Amérique (5 jours par bateau).

Infrastructure : De grands projets d'infrastructure sont lancés au Maroc, qui se prépare à accueillir plusieurs événements sportifs continentaux et mondiaux. Le pays est engagé dans un processus continu de développement et de modernisation de ses infrastructures routières, ferroviaires, hydriques, aériennes, portuaires, et sanitaires, et est régulièrement à la recherche d'expertise pointue dans ces secteurs. La Suisse est réputée et très appréciée au Maroc pour son expertise dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, du ferroviaire, des tunnels, des ponts et des hôpitaux. Le Maroc a manifesté récemment son intérêt pour être accompagné par la Suisse dans le domaine des tunnels. Le Ministère de l'Équipement et de l'Eau ainsi que l'Office fédéral des routes procèdent à des échanges d'expertise sur des projets de tunnel. Des cabinets d'ingénierie et de entreprises de construction suisses ont également été approchés par des entreprises marocaines pour créer des consortiums et soumissionner des appels d'offres. Ainsi, les entreprises suisses des secteurs concernés pourraient se positionner en amont auprès des donneurs d'ordre pour présenter leur expertise et saisir les opportunités qui se présentent.

Enseignement, recherche et innovation : la Suisse est reconnue comme un pays très innovateur par le Royaume. Conjointement avec l'EPFL, l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P) a lancé en 2020 l'initiative « Excellence in Africa » pour soutenir la formation de professeurs et de doctorants en Afrique. En s'appuyant sur un réseau d'institutions scientifiques et d'écoles d'ingénieurs en Afrique, cette initiative promeut l'excellence scientifique et technologique. En outre, l'UM6P a également développé un partenariat avec l'École hôtelière de Lausanne. Par ailleurs, la Moroccan foundation for Advanced Science, Innovation and Research (MAScIR), filiale de l'UM6P, a exprimé un intérêt particulier pour coopérer avec des institutions de recherche suisse. Cette fondation a également signé en 2022 un accord de partenariat avec la société suisse SICPA visant le développement de solutions destinées au marché africain pour combattre les fraudes dans le domaine des médicaments et des encres³⁸. Enfin, la visibilité des universités suisses et surtout des écoles polytechniques de Lausanne et de Zurich gagne de plus en plus au Maroc. Elles bénéficient d'une excellente réputation. Les Marocains représentent la deuxième communauté étrangère d'étudiants à l'EPFL après la France. De plus, le MoU signé entre le Maroc et la Suisse en 2022 dans le domaine de l'enseignement supérieur, de la Recherche et de l'innovation a ouvert de nouvelles voies à la coopération scientifique entre les deux pays. La HES-SO en tant que Leading House MENA a débuté un partenariat avec le Ministère marocain de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation. Les deux institutions financent des projets de recherche conjoints. Une vingtaine de projets de recherche conjoints ont été sélectionnés, dans les domaines des sciences cognitives, des sciences de l'éducation, de la biotechnologie et de la migration. Au vu de son succès avéré, ce programme a été reconduit avec un budget plus substantiel. Grâce aux efforts consentis par l'Ambassade pour la promotion de la Bourse d'Excellence de la Confédération suisse, les candidatures pour cette bourse se sont multipliées et la qualité des dossiers soumis s'est nettement améliorée. Pour l'édition 2024/2025, l'Ambassade a reçu 27 dossiers de candidatures (+80% par rapport à 2023/2024), avec 7 candidats retenus et une demande de prolongation acceptée, portant ainsi le total à 8 bourses octroyées aux chercheurs marocains (+40% par rapport à 2023/2024). Enfin, plusieurs universités marocaines disposent de partenariats d'échange d'étudiants avec des universités suisses. Les étudiants suisses participant aux programmes d'échange se sont dit impressionnés par la qualité du corps professoral et les infrastructures mises à leur disposition ainsi que par l'expérience enrichissante d'une première expérience en Afrique et dans le Monde Arabe.

Tourisme : Le Maroc et la Suisse ont bien profité de la reprise des activités touristiques mondiales après la crise sanitaire de 2019-2020. Le marché suisse reste intéressant pour le Maroc. En 2023, 89 524

suisses ont visité le Maroc, enregistrant ainsi une augmentation de 54% par rapport à l'année 2022. Ainsi, le nombre d'arrivée a presque atteint le niveau ante-covid, affichant ainsi un taux de récupération de presque 100% par rapport à 2019.

De leur côté, les Marocains portent un intérêt particulier au tourisme en Suisse. La Confédération est réputée pour ces paysages magnifiques, sa propreté et sa sécurité. Dans sa dernière étude de l'image de la Suisse au Maroc en 2020, PRS montre que 72% des répondants placent le tourisme comme principale raison de se rendre en Suisse. En 2023, 4172 visas C ont été accordés, soit une augmentation de 43% par rapport à 2022. A noter que plusieurs « influenceurs » marocains ayant voyagé en Suisse ont partagé leurs expériences positives sur les réseaux sociaux, et communiquent davantage sur l'accessibilité de la destination pour la classe moyenne marocaine. Cette dernière est en constante augmentation, voit son niveau de vie progresser et, par conséquent, planifie annuellement ses séjours à l'étranger. Dans ce sens, Il y a une opportunité pour le tourisme suisse à se positionner davantage par rapport à la clientèle marocaine afin d'attirer la classe aisée et la classe moyenne marocaines. Cette dernière s'intéresse à de nouvelles destinations, autres que celles habituelles, à savoir, la France, l'Espagne, et l'Italie. Il est à noter que la Suisse devient de plus en plus accessible à cette catégorie sociale, pour des courts séjours (2-5 nuitées), grâce à l'optimisation budgétaire qu'offre les nouvelles liaisons aériennes « low-cost » établies entre le Maroc et la Suisse. En effet, en plus des vols disponibles depuis Casablanca et Marrakech vers Genève et Bâle, deux nouvelles liaisons aériennes ont été établies à la fois entre Rabat et Genève (2 vols/semaine) et Rabat-Bâle (2 vols / semaine). Enfin, l'Office National Marocain de Tourisme a ouvert un bureau à Zurich. Ceci avec l'objectif d'attirer plus de touristes suisses au Maroc.

Environnement : Suite à l'accord bilatéral entre le Maroc et la Suisse pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris, conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord de Paris, la Fondation KliK a lancé ses activités au Maroc. Plusieurs acteurs économiques marocains ont manifesté un grand intérêt pour le mécanisme proposé par la Fondation, notamment dans les secteurs des énergies renouvelables, des mesures d'efficacité énergétique, de la gestion des déchets, ainsi que du ciment et des phosphates.

ANNEXE 1 – Structure de l'économie

Structure de l'économie du pays hôte

Répartition du PIB	Année 2016	Année 2020	Année 2022
Secteur primaire	13,6 %	11,7%	10.7%
Secteur manufacturier	29,5 %	26,1%	27.2%
Services	56,8 %	50,8%	52.3%

Sources : Statista pour 2022

Répartition de l'emploi par secteur économique	2022			2023		
	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble
Agriculture, forêt et pêche	4,4%	65,8%	29,3%	4,4%	64,0%	27,8%
Industrie y compris l'artisanat	16,9%	4,9%	12,0%	16,8%	5,2%	12,2%
BTP	12,3%	9,7%	11,2%	12,2%	10,7%	11,6%
Services	66,4%	19,6%	47,4%	66,5%	20,2%	48,3%

Source : Haut-Commissariat au Plan - LA SITUATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL EN 2023

ANNEXE 2 – Principales données économiques

Principales données économiques du pays hôte

	2021	2022	2023
PIB (USD mia)	131,4	134.18	145.73
PIB/habitant (USD)	3'795.4	3'527.9	3'684.2
Taux de croissance (% du PIB)	7.9	1.3	3.2
Taux d'inflation (%)	1.4	6.6	6.1
Taux de chômage (%)	12.3	11.8	13
Déficit budgétaire (% du PIB)	5.5	5.2	4.4
Solde des transactions courantes (% du PIB)	-2.3	-3.6	-0.6
Solde de Financement (% du PIB)	-2.3	-3.5	+0.1
Dettes publiques globales (% du PIB)	83.3	86.1	85.6
Dettes Trésor (% du PIB)	69.5	71.6	72.0
Réserves (mois d'importations)	7.2	5.2	5.5

Sources : Bank Al Maghrib, Ministère de l'Economie et des Finances, Banque Mondiale, FMI

ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux

Partenaires commerciaux du pays hôte

année : 2023

Rang	Pays	Exportations	Variation 22/23	Rang	Pays	Importations	Variation 22/23
		<i>par le pays hôte (millions MAD)</i>				<i>par le pays hôte (millions MAD)</i>	
1	Espagne	96.966	15.3%	1	Espagne	112.197	7.2%
2	France	87.476	8.6%	2	Chine	76.018	2.7%
3	Italie	22.307	16.7%	3	France	75.624	-3.1
4	Royaume- Uni	19.172	+17,6%	4	Etats-Unis	60.316	10.2%
5	Allemagne	18.395	35.9%	5	Allemagne	35.356	17.2%
6	Etats-Unis	12.694	-11.6%	6	Türkiye	36.567	-3.7
7	Inde	12.335	-54,8	7	Italie	34.433	3.1%
8	Brésil	12.197	-29.2%	8	Arabie Saoudite	23.702	-50.2%
9	Türkiye	11.833	6.1%	9	Brésil	15.776	20.2%
10	Pays-Bas	9.330	4.3%	10	Inde	15.001	7.2%
	Total	430.209	+0,4		Total	715.752	-2,9

Source(s) : Office des Changes du Maroc – Rapport Commerce Extérieur 2023

1 MAD = 0.088 CHF

ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux

Echanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et le pays hôte

Période	Import		Export		Balance
	Valeur (CHF)	Evolution %	Valeur (CHF)	Evolution %	Valeur (CHF)
2018	246'173'331	-10.3	336'562'633	0.3	90'389'302
2019	276'741'303	12.4	353'337'000	5	76'595'697
2020	258'779'340	-6.5	306'315'108	-13.3	47'535'768
2021	307'365'998	18.8	347'462'154	13.4	40'096'156
2022	365'371'979	18.9	414'381'015	19.3	49'009'036
2023	331'308'365	-9.3	402'679'708	-2.8	71'371'343

Exportations	2021 (% du total)	2022 (% du total)	2023 (% du total)
1. Produits des industries chimiques et pharmaceutiques	38%	29%	35%
2. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	24%	17%	23%
3. Machines, appareils, électronique	17%	18%	22%
4. Instruments de précision, horlogerie et bijouterie	14%	24%	10%

Importations	2021 (% du total)	2022 (% du total)	2023 (% du total)
1. Textiles, habillement, chaussures	34%	28%	32%
2. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	22%	19%	19%
3. Métaux précieux et pierres gemmes, y compris l'or et l'argent en lingots	0,4%	13%	0,2%
4. Véhicules	10%	14%	18%

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières ([Swiss Impex](#)) 2023

ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs

Principaux pays investisseurs dans le pays hôte **année : 2023 (recettes en millions de CHF)**

Pays	2021	2022	2023
France	1029	1131	1129
Emirats Arabes Unis	360	404	342
Grande Bretagne	291	326	261
Espagne	2154	253	257
Luxembourg	1689	138	212
Pays-Bas	2225	199	184
Allemagne	92	99	166
Etats-Unis	98	774	161
Italie	43	47	80
Danemark	2	11	70
Chine	10	72	66
Irlande	35	88	55
Suisse	160	78	48
Belgique	60	50	41
Arabie Saoudite	24	25	39